

CONSEIL NATIONAL
Commission de l'environnement,
de l'aménagement du territoire et de l'énergie

Confidentiel

PROCES-VERBAL PRINCIPAL de la séance du 9 février 1993
09.30 à 12.30 heures
à Berne, salle no 3

ORDRE DU JOUR

1. Information sur le suivi de Rio
2. Information sur la deuxième conférence paneuropéenne des ministres de l'environnement à Lucerne

PARTICIPANTS

Présidente: Mme Jeanprêtre

Membres présents: Blatter, Bundi, Danuser, Dettling, Epiney, Eymann Christoph, Hegetschweiler, Jäggi Paul (remplace Baumberger), Mamie, Maurer, Meyer Theo, Miesch (remplace Stucky), Misteli, Philipona, Rebeaud, Rutishauser, Scherrer Jürg, Steffen, Strahm Rudolf, Wick, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss William

Excusé: Bodenmann

Secrétaire de la commission: M. L. Vrtacic

Autres participants:

M. Ph. Roch, directeur, OFEFP

M. Fr. Staehelin, ambassadeur,
directeur DDA

M. N. Imboden, ambassadeur, délégué
aux traités de commerce

M. W. Schmid, vice-directeur, affaires
internationales OFEFP

M. Th. Litscher, suppléant, chef de
section OFEFP

Procès-verbal: Mme U. Meli (d)
Mme Cl.-J. Bütikofer (f)

Annexes: Motion de commission
Konzept World Green Cross
Ministerkonferenz "Umwelt für
Europa", BUWAL, 25.2.1993



Liste des orateurs

Blatter	8, 21
Bundi	22
Danuser	7, 26
Imboden	6, 14, 18
Jäggi	9, 17, 24
Jeanprêtre, présidente	2, 7, 10, 16, 26
Miesch	18
Misteli	24
Rebeaud	8, 23, 26
Roch	2, 10, 17, 18, 21, 25
Scherrer	18, 20, 23
Schmid	18, 21, 24
Stahelin	4, 7, 12, 18
Steffen	9
Strahm	23
Wiederkehr	16, 22

1. Information sur le suivi de Rio

La présidente: Nous tenons à entendre en direct nos négociateurs à la Conférence de Rio pour mieux savoir quels sont les moyens disponibles de la Suisse pour y donner suite.

M. Roch: Il nous est difficile de savoir quel est votre niveau d'information sur la Conférence de Rio. Nous allons vous présenter les choses de manière plutôt sommaire et vous demander d'aborder les objets qui vous intéressent lors de la discussion.

Le mot-clef de la conférence fut l'idée du "développement durable" qui comprend plusieurs éléments: gestion durable des ressources vivantes ou minérales, notion du développement, protection de l'environnement et principe selon lequel seule une économie saine est à même d'assurer une gestion écologique des ressources naturelles. Au sein de l'administration fédérale où 18 offices sont concernés, la coordination doit être assurée par un petit comité (BAWI, BUWAL, DEH). Cette question fera l'objet d'une décision du Conseil fédéral. Il s'agira de désigner ces trois offices comme coordinateurs principaux des opérations, de mentionner tous les offices concernés en laissant ouverte la participation à tous les autres offices intéressés au suivi de Rio. La coordination se fera sur trois échelons: comité, IDA-Rio (coordination inter-départementale), groupes de travail chargés d'approfondir certains chapitres de l'Agenda 21 dont les sujets sont prioritaires pour la Suisse et d'approcher les milieux externes à l'administration mais intéressés à certains sujets. IDA-Rio siègera très prochainement pour créer les groupes de travail qui seront ouverts aux propositions venant de l'extérieur. Nous tenons à consacrer le principe de la collaboration entre les milieux officiels, la population et les milieux économiques et scientifiques dans le suivi de Rio.

La conférence fut accompagnée d'une décision de signature de deux conventions sur la biodiversité et sur le climat; une convention est envisagée sur la désertification, c'est la DDA qui est chargée des négociations. Il fut aussi question de la forêt; une convention y relative fera l'objet d'une prochaine étape au mois de juin à Helsinki (conférence ministérielle). Il s'agira de donner une nouvelle impulsion pour la reprise des négociations qui devraient aboutir à une convention sur les forêts. D'entente avec la direction des organisations internationales du DFAE, nous avons préparé la réunion à Genève de l'ensemble des instruments de protection de l'environnement à l'échelon international. Nous avons échoué en ce qui concerne la commission pour le développement durable. Ce n'est pas faute d'avoir investi divers moyens pour l'obtenir, cet échec est dû au choix politique du Secrétaire général des Nations Unies qui, dans le cadre de la réorganisation de l'ONU, désire avoir sous la main à New York les principaux instruments de commandement pour les actions essentielles des Nations Unies. Par contre, nous avons obtenu les autres secrétariats, ce qui nous permet de réaliser la "Maison de l'environnement" dont il fut beaucoup question ces mois derniers. Il s'agit de souligner le succès de notre pays d'avoir obtenu les secrétariats qui

s'occupent de la biodiversité, de la Convention de Bâle sur les déchets, de la préparation de la convention sur la désertification et de la préparation de la convention sur le climat.

En ce qui concerne les deux conventions que nous avons signées, l'état des travaux est le suivant: la convention sur la diversité biologique établit la nécessité - sous la responsabilité des pays - de préserver la diversité biologique de leur territoire et le principe de l'accès aux ressources génétiques. C'est la première fois que de tels principes sont fixés dans une convention internationale. Celle-ci prévoit aussi des contributions financières pour maintenir la biodiversité dans les pays du Sud et un partage équitable des bénéfices tirés de la diversité biologique, notamment grâce à leur utilisation industrielle (technologies génétiques). La convention mentionne aussi les transferts de technologies, point délicat sur lequel la Suisse a fait une déclaration d'interprétation avant de signer la convention, garantissant le respect de la propriété intellectuelle dans le domaine des technologies génétiques. Au sein de l'administration, cette convention a fait l'objet de discussions et de points de vue divers. Nous sommes prêts à proposer au Conseil fédéral un avis sur les questions de brevêtisation de la matière vivante. Nous envisageons aussi un avis sur les transferts de technologies et surtout sur l'interprétation de ce sujet. Dans ce domaine, la couverture des besoins financiers se fera par le biais du fonds particulier pour l'environnement encore fortement lié à la Banque mondiale. La procédure de ratification de cette convention est quasi terminée mais nous proposons d'attendre encore que la plupart des pays de l'OCDE qui connaissent le même niveau technologique fassent de même.

En ce qui concerne la convention sur le climat, le projet de ratification est à la disposition du Conseil fédéral qui ne prendra probablement pas de décision avant la votation du 7 mars dans le but de ne pas mélanger l'ensemble des problèmes vu que la convention touche également aux questions liées aux instruments économiques. Conséquences pour la Suisse: nécessité d'élaborer un inventaire national des gaz à effets de serre (déjà terminé) qui fera l'objet d'un rapport publié prochainement. Ce rapport constituera une base pour une stratégie de lutte contre les gaz à effets de serre dans notre pays, non seulement dans le domaine du CO² mais dans leur ensemble. Nous devons aussi communiquer au secrétaire de la convention l'état de nos travaux et de leur avancement pour atteindre les objectifs de la convention qui vise, pour les pays industrialisés, à une stabilisation puis à une réduction de leurs émissions de gaz à effets de serre, en particulier du gaz carbonique. Les conséquences financières sont gérées par l'intermédiaire du fonds mondial pour l'environnement.

Le fonds mondial pour l'environnement doit être réapprovisionné. La première phase de crédits comprenait une période de trois ans, la Suisse augmentera sa contribution qui est déjà prévue dans la planification financière des années futures.

Nous estimons également comme très importante la question de l'internalisation des coûts écologiques liée à la fiscalité. Dans ce domaine, c'est l'énergie qui a la priorité. On aborde ici le projet de taxe CO²; nous mettons à jour une proposition pour notre pays, nous espérons la soumettre pour consultation dans le courant de l'année.

Dernière chose importante dans le suivi de Rio, c'est l'application des accords internationaux existants et à venir et le contrôle de cette application. Les accords sont souvent formulés de manière vague. Chaque pays doit faire un rapport sur son mode d'application. La plupart des pays ne le font pas. Ces rapports sont souvent fort peu contraignants. Nous cherchons les moyens de rendre plus contraignants les engagements internationaux pris dans le cadre de ces conventions sur le développement durable. Ces deux derniers points importants seront traités à la Conférence de Lucerne. Celle-ci représente pour nous la prochaine étape du suivi de Rio à l'échelon paneuropéen.

Stahelin: Die Folgearbeit für die Konferenz von Rio ist äusserst komplex. Sie betrifft sowohl die Industriestaaten wie auch die Entwicklungsländer. Die Industriestaaten tragen aber eine Hauptverantwortung, weil sie einerseits das Weltsystem mit ihrem Konsumverhalten am stärksten belasten, und andererseits eine moralische Verpflichtung den ärmeren Kreisen gegenüber haben. Die Wahrnehmung dieser Verantwortung liegt allerdings auch in unserem Interesse. Die schwächeren Teile der Welt, die grosse Mehrheit der Menschheit also, belasten ihre Umwelt sehr stark und sind an vielen Orten dabei, sie zu übernutzen und zu zerstören. Sie verschärfen dort die Umweltkrise unmittelbar, weil sie keinen Zugang zu anderen Mitteln haben, um ihr Überleben zu sichern. Sowohl nationale Massnahmen, wie auch weitere Massnahmen in den Nord-Süd-Beziehungen drängen sich auf. Herr Roch hat über die nationalen Massnahmen gesprochen. Herr Imboden wird über die Bereiche Handel und internationale Zusammenarbeit im Wirtschaftsbereich sprechen. Ich möchte nur kurz auf die Arbeiten eingehen, die von meiner Direktion betrieben werden.

Wie alle anderen Bundesämter hat auch die IDA im letzten Jahr die Agenda 21 systematisch durchgearbeitet und bestimmt, welche Aktionen in unserem Bereich zu diesen verschiedenen Kapiteln durchzuführen, zu verstärken oder neu aufzunehmen sind. Wir richteten uns dabei nach einer Einteilung in jene Arbeiten, die ausschliesslich unseren Bereich betreffen, jene die auf der Ebene der gesamten Bundesverwaltung an die Hand genommen und vorangetrieben werden müssen oder jene, die vielleicht noch in einem breiteren Verband zu behandeln sind.

Wir sind zum Schluss gekommen, dass wir in erster Linie die Überprüfung der Umweltauswirkungen aller unserer Projekte und Programme vorzunehmen haben und sicherstellen müssen, dass ihre positiven Auswirkungen verstärkt werden. Wir werden die Arbeiten im Bereich der Bergentwicklung intensivieren und, wie Herr Roch schon gesagt hat, es beginnen nun die Verhandlungen über die Wüstenkonvention. Die Generalversammlung hat hier das Mandat erteilt. In diesem Jahr und anfangs des nächsten Jahres werden insge-

samt 4 Vorbereitungssitzungen stattfinden und nächstes Jahr soll dann die eigentliche Verhandlungskonferenz durchgeführt werden.

Diese Wüstenkonvention ist ausserordentlich wichtig für weite Teile Afrikas, betrifft aber auch Europa, wo das Problem der Wüstenbildung anfängt spürbar zu werden, und selbstverständlich auch den asiatischen Kontinent, wo dieses Problem zu immer grösseren und dramatischeren Entwicklungen führt. Wir werden hier die Zusammenarbeit mit den anderen Ländern verstärken müssen. Es wird mit der Zeit nötig werden, einen entsprechenden Fachdienst aufzubauen. Im Moment haben wir einen Spitzenbeamten innerhalb der DEH, der die Sahelverhältnisse bestens kennt, ganz speziell mit der Leitung dieser Arbeiten betraut. Vermehrte Anstrengungen wird in unseren Arbeiten auch das Problem der Bevölkerungsfragen erfordern. Es umfasst beispielsweise die Fragen der Familienplanung, die allerdings nur einen kleinen Teil unserer Arbeit ausmachen. Viel wichtiger sind die Anpassungen der Gesundheits- und Trinkwasserprogramme. All diese Analysen fliessen nun in die laufenden Jahres- und Landesprogramme ein. Die Entwicklungszusammenarbeit ist immer langfristig angelegt, da die einzelnen Programme sich in der Regel auf 5 bis 15 Jahre erstrecken. Es wird daher ziemlich lange dauern, bis die entsprechenden Umstellungen oder Verlagerungen wirklich sichtbar werden. Die gegenwärtigen Budgetkürzungen bringen zusätzliche Schwierigkeiten mit sich. Wir können neue Ideen nicht einfach aufbauen, sondern müssen, wegen dieser Kürzungen und wegen des Ausfalles der erwarteten zusätzlichen Mittel, laufende Programme an manchen Orten sogar scharf beschneiden. Wir haben daher sehr wenig Manövermöglichkeiten für neue Aufgaben. Eine ganz klare weitere Erhöhung der weltweiten öffentlichen Entwicklungshilfe wird nötig sein. Im diesem Sinne ist es wichtig, dass der Bundesrat an seiner Zielsetzung, nämlich dem weiteren Ausbau der öffentlichen Hilfe auf 0,4 % des Bruttosozialproduktes, trotz gegenwärtigen Sparmassnahmen, grundsätzlich festgehalten hat. Bereits die Vorbereitungsarbeiten für Rio haben gezeigt, wie wichtig die Zusammenarbeit unter allen Bundesämtern ist, damit diese komplexen Umweltprobleme überhaupt angegangen werden können. Wie dies bereits erwähnt wurde, konnten wir damals eine interdepartamentale Koordination in Gang setzen, die sich bewährt hat. Diese Koordination soll jetzt, mit dem neuen Instrumentarium, das der Bundesrat schaffen wird, nämlich eine interdepartamentale Kommission für die Folgearbeit von Rio, konsolidiert werden. Alle interessierten Bundesämter sind eingeladen, und wir, die hier vertreten sind, werden diese Arbeiten animieren und vorantreiben. Die erste formelle Sitzung dieser neuen Kommission ist für die erste Hälfte März vorgesehen. Wir warten nur noch auf die entsprechenden Beschlüsse des Bundesrates. An dieser Sitzung werden wir im weiten Spektrum von Prioritäten, die in Rio festgelegt wurden, für die Schweiz einige auswählen und festlegen. Ich möchte den Arbeiten dort nicht vorgreifen, aber es ist ganz klar, dass die Bereiche, die insbesondere auch den Welthandel betreffen, von ganz grosser Bedeutung sind.

Wir müssen die öffentliche Entwicklungshilfe erhöhen. Ebenso wichtig, wenn nicht wichtiger, ist aber, dass wir die Massnahmen vorantreiben, die es den Entwicklungsländern erleichtern, ihre eigenen Exporterlöse zu erhöhen. In die-

sem Zusammenhang sind also alle Massnahmen im Bereich des Handels von grosser Bedeutung.

M. Imboden: Nous sommes directement concernés et nous participons à toutes les activités mentionnées par MM. Roch et Staehelin. Je vous entretiendrai des domaines spécifiques du Commerce mondial des pays industrialisés non-européens. L'application de l'Agenda 21 concerne deux niveaux différents. A l'échelon politique il s'agit d'examiner les effets sur la politique économique et commerciale en particulier. Ce travail se fait en principe dans différentes organisations multilatérales. Un nouveau groupe "Environnement-commerce" a été créé sur initiative de la Suisse au GATT. Ce groupe examine l'ensemble de l'Agenda 21 en essayant de définir les problèmes qui sont en rapport avec la légalité du GATT et qui devront être adaptés.

A l'échelon de l'OCDE, un nouveau groupe de travail composé du comité d'échanges et du comité de l'environnement détermine les relations entre les deux offices. Au départ, le travail était difficile puisqu'il s'agissait de connaître le mode de travail de chacun.

A l'échelon de la CNUCED (UNCTAD) le travail se fait surtout sur les "handelsbare Emissionszertifikate".

Nous collaborons également à l'élaboration des manuels pour les travaux opérationnels au niveau international. Un de nos collaborateurs est à Washington pour procéder à l'évaluation des projets d'énergie par rapport à l'environnement.

Nous travaillons aussi à la Charte d'énergie pour l'ensemble des pays de l'OCDE qui y participent. C'est là qu'un article sur l'environnement sera introduit. Nous élaborons un protocole spécifique sur les problèmes de l'environnement et sur l'efficacité de l'utilisation de l'énergie.

La Convention sur les forêts connaît actuellement certains problèmes. Une convention sur les bois tropicaux est en phase d'élaboration, la Suisse y est activement engagée. Elle a pour objectif d'assurer l'exploitation durable des forêts tropicales d'ici à l'année 2000. Nous travaillons en même temps sur l'introduction d'un Label sur les bois tropicaux dans le but de donner aux consommateurs la possibilité de choisir entre les différents bois, conformément à la production de ces bois.

Concernant l'Agenda 21, nous collaborons également au niveau opérationnel. Nous étions impliqués dans la négociation de l'IDA 10, soit le volet concessionnel de la Banque mondiale qui devait comprendre un supplément "Terre". Ce dernier fut abandonné, le bilan ne permettant pas l'augmentation prévue. Nous avons pourtant conclu un accord qui inclut l'ensemble des objectifs envisagés dans l'ensemble des activités de la Banque mondiale en ce qui concerne le financement IDA.

La négociation pour l'augmentation des crédits mis à la disposition de la Global Environmental Facility (GEF) commencera dans deux mois. D'entente avec l'OFEFP, nous allons essayer aujourd'hui de déterminer la politique de la Suisse. Dans l'ensemble des projets que nous finançons, nous avons trouvé un système qui oblige l'ensemble de l'administration à analyser les projets par rapport à leur impact sur l'environnement. Ceci est très important, autant pour les pays du Sud que pour les pays de l'Est où la proportion des projets qui ont un objectif lié à l'environnement direct est en forte augmentation.

Dernièrement, nous avons signé avec le Chili, d'entente avec la DDA, un accord pour la collaboration au niveau de l'environnement qui inclut l'assistance technique et un accord de financement qui permet d'utiliser le financement mixte pour des projets d'environnement.

Stahelin: Ich möchte meine Ausführungen noch kurz ergänzen. Neben dem Einsatz einer interdepartementalen Kommission, die sich aus den Direktoren der verschiedenen Bundesämter zusammensetzt und durch eine Verbindungsgruppe ergänzt wird, die die Arbeit zwischen den Sitzungen koordiniert und vorantreibt, sieht der Bundesrat eine enge Zusammenarbeit mit den verschiedenen privaten Kreisen, Umwelt- und Entwicklungsorganisationen, Industrie- und Handelsvertretern vor, wie dies bereits bei den Vorbereitungsarbeiten für Rio und an der Konferenz selbst der Fall war und sich bewährt hat. Die vom Ausschuss der interparlamentarischen Kommission eingesetzten Arbeitsgruppen werden sich nicht nur beiläufig auf eine solche Zusammenarbeit einlassen, sondern mit den privaten Kreisen die Probleme angehen. Es geht uns also nicht darum, nur das ganze Potential in der Schweiz für uns auszuschöpfen. Die nachhaltige Entwicklung ist ein Problem, das die ganze zivile Gesellschaft betrifft, und nicht nur den Bundesrat und die Bundesverwaltung.

La présidente (à M. Stahelin): Avez-vous les moyens d'appliquer le suivi de Rio? Comment sera-t-il procédé à l'évaluation des innumérables documents de la Conférence de Rio suite à la mise en péril de vos projets liée à la tendance politique de sabrer dans les budgets? Vous sera-t-il possible de mandater des experts et de nous présenter un rapport?

Frau Danuser: Ich habe zwei Fragen. Herr Roch hat in den Schwerpunktthemen vom September 92 des BUWAL-Mediendienstes bereits seine Eindrücke vorgestellt und erklärt, wie man möglicherweise die Umsetzung der Erkenntnisse von Rio angehen könnte. Auf Seite 4 wird die Rolle der Nichtregierungsorganisationen erwähnt. Sowohl für die Weltbank wie für die UNO stellt sich in Bezug auf die globale Umweltaktivität die Frage nach den Nichtregierungsorganisationen. Nun wurde mir mitgeteilt, dass im vergangenen Jahr, die Vertreter der dritten Welt und die der Industrieländer sich für eine starke Rolle dieser Organisationen eingesetzt hätten. Die Schweizer Vertretung hingegen hätte sich in dieser Frage ausgeschwiegen. Ich möchte wissen, wie unsere Regierung zum Einbezug und zu den Mitwirkungsrechten der Nichtregierungsorganisationen steht.

Die Schweiz hat die Artenvielfaltskonvention unterzeichnet. Die Frage stellt sich nun, wie es bezüglich der Dachverhandlungen wegen des Patentschutzes gehen soll. Herr Roch hat schon gesagt, dass innerhalb der Konvention bereits ein Vorbehalt in bezug auf das Eigentum besteht. Ist der Patentschutz überhaupt mit der Artenvielfalt vereinbar? In der NZZ stand gestern, dass verschiedene Organisationen es fast als Vertrauensbruch betrachten, dass bis jetzt nur Wirtschaftsvertreter angehört wurden. Mit dieser Aussage nehmen sie Bezug auf ein Treffen, das mit Industrievertretern geführt worden ist. Es würde mich interessieren, wer dazu eingeladen worden ist. Zuletzt möchte ich der Kommission vorschlagen, eine Motion zu diskutieren, welche sie in die Pflicht nehmen will, sich für die Folgearbeit der Konferenz von Rio einzusetzen.

M. Rebeaud: Je soutiens la proposition de Mme Danuser. A M. Staehelin concernant les difficultés budgétaires et l'intérêt qu'il y a d'associer des forces non-gouvernementales aux efforts que nous devons fournir suite à la Conférence de Rio. Ma question porte entre autres sur la Croix-verte dont l'intérêt est le recueil de capitaux privés et qui échappe partiellement aux restrictions de budgets que connaissent tous les Etats. Quelle est l'attitude de votre office à ce sujet? Depuis la séance d'inauguration au Parlement, accompagnée d'une déclaration soutenue par la quasi totalité des membres des Chambres fédérales, je n'ai pas constaté d'activité. Qu'entendez-vous faire pour soutenir ce projet?

Scherrer: Die Initialzündung für die Konferenz von Rio war die CO₂-Problematik. Sie haben verschiedene Gesprächspunkte und Themen erwähnt, die besprochen wurden, und Massnahmen zur Sprache gebracht, die weltweit getroffen werden sollen. Ich vermisse aber ganz konkrete Beispiele bezüglich dessen, was nun geschehen soll.

Sowohl an der Umweltkonferenz in Rio, wie auch heute, wurde die unbestreitbare Tatsache, dass die Weltbevölkerung weiter wächst und somit einen steigenden Energiebedarf hat, mit keinem Wort erwähnt. Es wurde nicht darüber gesprochen, wie dieser Energiebedarf ohne vermehrten CO₂-Ausstoss gedeckt werden soll. Ich wüsste nun gerne, weshalb dieses Thema nicht behandelt wurde und möchte die Schweiz anregen, diese Problematik in die Gesprächsrunden einzubringen. Ich werde den Eindruck nicht los, dass mit der Konferenz von Rio lediglich die Entwicklungshilfe gefördert werden soll, indem das Geld von den Wohlfahrtsstaaten in die dritte Welt umverteilt wird. Es wird von den reichen Industriestaaten ganz offensichtlich ein Wohlstandsabbau verlangt. Für mich drängt sich die Frage auf, ob da nur Massnahmen geplant werden, die letztendlich das Erlangen von Wohlstand in der dritten Welt verhindern soll.

Blatter: Ich habe eine Frage, die die Koordination der Massnahmen innerhalb der Industriestaaten betrifft. Die Situation scheint sich im Vollzug äusserst komplex zu gestalten. Unzählige Kreise und internationale Organisationen sind angesprochen und müssen sich nun mit den berechtigten Forderungen und dem Nachfolgeprozess befassen. Ich finde es sehr gut, dass innerhalb der Bundesverwaltung das Ganze durch eine spezielle Kommission koordiniert

wird. Ich stelle aber fest, wie wenig unsere kleine, seit dem EWR noch isoliertere Schweiz, weltweit verändern kann. Wir können nur unseren Einfluss geltend machen, was ich sehr unterstütze. Ich möchte nun wissen, ob als Folge dieser Konferenz auch international eine Koordinationsstelle im ähnlichen Sinne, wie wir es haben werden, besteht oder ob sich jede Organisation aufgrund der Forderungen isoliert mit dem Vollzug befasst. Falls es eine solche internationale Koordinationsstelle gibt, könnten wir dort unseren Einfluss geltend machen. Die Entwicklungsländer befinden sich in einer sehr schwierigen Situation. Sie müssen ihre Industrie noch nicht mit Auflagen, die einen optimalen Standard des Umweltschutzes gewährleisten, aufbauen. Sie werden diese Auflagen als unerfüllbar erachten, da auch sie am Wohlstand teilhaben wollen und nicht in der Lage sein werden, noch konkurrenzfähig zu produzieren, wenn sie diese Forderungen erfüllen müssen, weil ihnen das Knowhow fehlt, usw... Es wäre für die Entwicklungsländer eine weit effizientere Hilfe, und würde der Sache mehr dienen, wenn die Industriestaaten bereit wären, vernünftige Preise für die Produkte aus der dritten Welt zu bezahlen, als die reine Entwicklungshilfe, die in Folge von Diktatur und Korruption oft an die falsche Adresse gelangt. Ich würde Anstrengungen in diese Richtung jedenfalls sehr begrüßen, und möchte wissen, ob diese Erkenntnis im Nachtrag an Rio in den grossen Industriestaaten wie Amerika, Japan, Deutschland, usw..., konkret umgesetzt werden, indem Entwicklungshilfe in diese Richtung betrieben wird. Was das Grüne Kreuz betrifft, da möchte ich mich an die Fragen von Kollege Rebeaud anschliessen. Ich möchte wissen, wie bereit man ist, diese Sache konkret aufzunehmen, und welche finanzielle Mittel dazu in Frage kommen. Das Grüne Kreuz wäre auch eine Art internationale Koordinationsstelle, die diese Aufgaben mittragen könnte.

Jäggi: In vielen Ländern Afrikas herrscht Krieg, viele stehen kurz davor, wenn man ihre politische Lage betrachtet. Ich finde es unter diesen Voraussetzungen etwas hochgegriffen, dort von Umweltschutz zu sprechen. Ich war in diesem Kontinent und möchte bei der Realisation dieses Vorhabens mithelfen. Die Nothilfe, die wir dort leisten und leisten müssen, indem wir diese Länder mit dem Allernötigsten versorgen, ist aber nicht die Art Hilfe, die in Zukunft nötig wäre. Herr Staehelin, ist es nicht illusorisch, in der näheren Zukunft mit solchen Ländern über diese Probleme reden zu wollen? Ihre politische Situation entscheidet doch darüber, ob sie mitarbeiten können oder nicht.

Steffen: Ich hätte noch eine Frage an Herrn Imboden. Aus seinen Ausführungen habe ich entnommen, dass sich Leute in der Verwaltung um das Problem Handel und Umwelt kümmern. Aus dem Bericht der Schweiz habe ich herausgelesen, dass man mittelfristig das Ziel hat, ein weltweites Handels- und Umweltsystem zu entwickeln, was offensichtlich auch ein Ziel der Konferenz von Rio ist. Dann wird aber erklärt, dass zweifellos Konflikte zwischen dem Ziel eines freien Handels und dem eines wirkungsvollen globalen Umweltschutzes bestünden, die sich nicht leicht würden ausräumen lassen. Ich möchte nun einige Beispiele solcher Konflikte hören.

Miesch: Meine Frage richtet sich an Herrn Staehelin. Wir sprechen über den Nachfolgeprozess von Rio. Ich habe während einem Jahr dort gearbeitet und einige Feststellungen machen können. Aus Ihren Ausführungen geht nun hervor, dass der Nachfolgeprozess vorwiegend darin besteht, Investitionen in die Bürokratie, in den Aufbau von Fachdiensten, in Planungen und Konferenzen zu machen. Ich frage mich nun, ob dies der Umwelt nützt, denn der wirksamste Umweltschutz ist der, den Sie und ich betreiben. Je höher wir in diesen Bereichen Aufgaben delegieren, desto schlimmer ist das Ergebnis. Ich bin deshalb sehr positiv über die Handlungen der privaten Industrie überrascht, und finde, dass das Geld dort viel effizienter angelegt ist. Denkt man auch daran, vermehrt mit der privaten Industrie zusammenzuarbeiten und ihr gewisse Umweltschutzfragen zu überlassen? Sie tut wenigstens etwas und spricht nicht nur darüber.

La présidente (à M. Imboden concernant le livre publié par M. Schmidheiny): Quel est l'avis du DFEP quant à cette publication dont le discours est fort séduisant? Quels en sont les aspects négatifs qui nous échappent? Quelle est l'analyse objective de la politique proposée par M. Schmidheiny?

M. Roch (à Mme Jeanprêtre quant aux finances): Nous aurons des obligations financières liées au GEF ainsi qu'au programme des Nations-Unies pour l'environnement. Pour vous montrer que les difficultés financières de la Confédération peuvent avoir une influence, sachez que, pour obtenir la Maison de l'environnement à Genève, nous avons dû faire un "bricolage" de dernière minute pour obtenir les moyens nécessaires. Cela peut aller jusqu'à menacer une partie de notre contribution volontaire au programme des Nations-Unies pour l'environnement. Si la Suisse veut garder un haut niveau de participation efficace dans les différentes instances, il n'est pas le moment de retirer ou de diminuer son soutien financier. L'aspect est plus important au niveau du développement mais pour les divers instruments mis en place, il s'agit de maintenir une position de la Suisse correcte et cohérente avec le passé. Il est important que les parlementaires connaissent les problèmes que nous pouvons rencontrer.

(à Mme Danuser sur les organisations non-gouvernementales (NGO)): La position de la Suisse est claire et conforme à celle qui est de plus en plus répandue à l'échelon international sur l'utilité et la nécessité de participation des NGO. Leur influence est importante, elles doivent pouvoir contribuer par leur savoir-faire mais elles n'ont pas à remplacer les gouvernements dans leur fonction. Dans les discours ministériels, il y a tendance à vouloir toujours faire plaisir aux NGO en leur permettant d'aller partout. La Suisse est un peu plus prudente à ce propos, elle essaye d'appliquer réellement ce qu'elle déclare; le Conseil fédéral est favorable à une participation active des NGO.

En ce qui concerne le soutien aux NGO, nous n'avons pas encore de décision systématique. Nous avons décidé de maintenir un contact général avec l'ensemble des milieux qui ont collaboré à Rio sous forme d'échanges d'information et de séances une ou deux fois par année. Par contre, nous

avons préféré les inclure dans les groupes spécifiques de travail en fonction de leurs intérêts spécifiques, de manière à les laisser apporter leur contribution voire de recevoir des mandats. La collaboration sera concrète sur le terrain et active avec les différents milieux.

En ce qui concerne le "Patentschutz" et la diversité biologique, le sujet est si vaste qu'il n'est pas possible de l'aborder ici. Une proposition d'avis du Conseil fédéral est en préparation en ce qui concerne la brevêtabilité des matières vivantes. Quant à la propriété intellectuelle je crois qu'il faut considérer que c'est le seul moyen d'obtenir des investissements de la part des milieux industriels dans les pays du Tiers monde. Si la propriété intellectuelle n'est pas garantie, les investissements se feront chez nous seulement et les transferts technologiques n'auront pas lieu. Une bonne protection est une garantie préalable aux transferts technologiques. Quant aux modalités, la discussion est encore largement ouverte.

(à M. Scherrer sur les exemples concrets de ce qui est entrepris à l'échelon international): Je ne vais pas essayer de vous bercer d'illusions. Nous sommes en phase de construction d'un système international de coopération internationale dans le domaine de l'environnement. Le travail se fait pas à pas, nous n'avons pas de résultats spectaculaires à vous annoncer. Les conventions doivent pourtant être considérées comme les premiers éléments d'une législation internationale dont l'essentiel est d'apporter une harmonisation, d'établir des conditions-cadres pour l'ensemble des pays et d'éviter les distorsions économiques dues à de fausses décisions. Pourtant, les exemples sont nombreux: Convention de Vienne, Protocole de Montréal. Nous avons des engagements très clairs et efficaces à l'échelon mondial, en particulier sur la couche d'ozone. Les pays du monde entier se sont mis d'accord pour établir des mesures concrètes qui sont appliquées aujourd'hui et qui donnent des résultats positifs.

Pour le climat, les négociations ne font que commencer, il n'y a pas encore de ratification ni de protocole. L'orientation politique générale est adoptée par plus de 150 pays. Elle trouvera rapidement des effets dans plusieurs pays.

En ce qui concerne la population et l'énergie, le sujet fut abordé à Rio, il est extrêmement délicat et les conceptions sont très diverses. Il ne faut pas cacher les conflits qui existent à ce sujet. Il faut avoir une grande modestie quant aux moyens à mettre en oeuvre. A long terme, je suis d'avis que la politique suisse qui passe essentiellement par l'éducation et par la responsabilité personnelle est juste. Le problème de l'énergie est un problème réel et central qui concerne aussi les pays du Tiers monde; il rend nécessaire l'application de technologies équitables et la stabilisation, voire la réduction de nos propres émissions par le biais du progrès technologique ou par des changements de comportement.

(à M. Blatter à propos de la Banque mondiale, de la coordination en Suisse et sur le plan international): le mécanisme voire l'instrument de coordination,

c'est la commission sur le développement durable dont nous attendons beaucoup. Ce sera le milieu politique international qui cherchera à introduire toute la philosophie du développement durable dans l'ensemble des activités des Nations Unies et des différents partenaires.

Le problème de l'industrialisation des pays du Tiers monde se pose. Quant à savoir quel est le niveau technologique qu'il faut leur appliquer de manière à ce que le développement technique soit possible tout en évitant d'aller dans la mauvaise direction, le BAWI saura mieux vous répondre.

(à M. Miesch concernant la bureaucratie dans le domaine de la protection de l'environnement): Il n'y a pas contradiction entre la nécessité d'utiliser la capacité et l'efficacité de l'économie et celle de définir le cadre et la direction dans lesquels la politique veut définir l'avenir. L'économie réclame elle-même ce cadre lui permettant d'agir par le biais de ses mécanismes de marché, dans une direction qui soit si possible la même pour chacun. L'administration n'a aucunement l'intention de rejeter l'économie. Nous savons qu'il y a là des forces capitales pour la construction de ce nouvel ordre mondial du développement durable. Ce fut une des grandes révélations de Rio que de constater la nécessité de cette convergence.

StaeHELIN: Frau Präsidentin, Sie haben gefragt, ob wir die Mittel zur Finanzierung noch notwendiger Analysen hätten. Es handelt sich da um bescheidene Beträge, die wir haben. Wir werden dann bei der Umsetzung der daraus entstehenden Konsequenzen Mühe haben, also bei grösseren Aufträgen, die daraus hervorgehen. Herr Rebeaud hat auf die Budgetkürzungen hingewiesen. In diesem Zusammenhang möchte ich noch einmal wiederholen, dass das Parlament im Rahmen der 700-Jahr-Feier einen wichtigen zusätzlichen Rahmenkredit beschlossen hat. 300 Mio davon sind speziell für globale Umweltprobleme in den Entwicklungsländern reserviert. Wir haben begonnen, entsprechende Programme aufzubauen, die diesen Ländern helfen sollen, die durch eine sorgfältigere Technologie auferlegten Zusatzbelastungen anzugehen, wenn sie sich entschliessen, ihre Umweltprobleme zu lösen. Im Rahmen der Budgetkürzungen waren wir gezwungen, auch hier die geplanten Beträge zu beschneiden. Wir werden also auf diesem Gebiet nicht so rasch voranschreiten können, wie wir es gehofft haben.

Das Grüne Kreuz hat, meiner Meinung nach, eine sehr wichtige Zielsetzung. Ich freue mich darüber, dass es private Kapitalien mobilisieren wird. Aus der Gesellschaft heraus geschaffene private Organisationen sind für den Bund ganz wichtige Partner. Derartige Kapazitäten können seitens der Abteilung humanitäre Hilfe und Entwicklungszusammenarbeit längerfristiger Art durchaus ausgeschöpft werden. Wir haben dieses Problem mit dem Entwicklungsminister der Niederlande gestern besprochen. Er nimmt eine ähnliche Haltung wie wir ein, und erachtet die Zusammenarbeit mit dem Grünen Kreuz ebenfalls als praktisch möglich. In der Schweiz verfügen wir über viel weniger finanzielle Mittel als die Holländer. Wir werden Mühe haben, Büros und Aufbau privater Organisationen mitzufinanzieren. Wir haben nämlich viele Anwärter, und erhalten immer wieder solche Anträge. Im Rahmen der gesam-

ten Entwicklung sind wir aber durchaus in der Lage, konkrete Projekte oder konkrete Sensibilisierungsprogramme, die das Grüne Kreuz verwirklichen möchte, mitzufinanzieren. In der gegenwärtigen Situation liegt aber eine Kapitaleinlage, meiner Meinung nach, nicht drin.

Herr Scherrer, ich möchte die Antwort von Herrn Roch zum Thema Weltbevölkerung und Energie ergänzen. Das Thema Weltbevölkerung ist in Rio tatsächlich nicht lange diskutiert worden. Es wurde nämlich ausführlich in der fünfwöchigen Vorbereitungskonferenz in New York behandelt. Der entsprechende Abschnitt der Agenda 21, den Sie auf Seite 21 des Dokumentes finden, hat durchaus einen Konsens gefunden. In Rio sprach man nur über Themen, über die noch keine Einigung erzielt war. Es handelte sich dabei vielleicht um schwierige Punkte, aber nicht unbedingt um die wichtigsten. Zum Thema Energiebedarf der Weltbevölkerung möchte ich einfach sagen, dass jeder Schweizer, provokativ gesagt, die Umwelt während seiner Lebenszeit ungefähr 20 Mal mehr belasten wird, als jeder Inder. Trotzdem muss die Umweltbelastung, die vom Inder ausgeht, auch angegangen werden, weil dort die Lebens- und Energiebasis viel prekärer ist. Deshalb kommt allen Zielsetzungen der Entwicklungszusammenarbeit in der Realisierung einer nachhaltigen Entwicklung eine so grosse Bedeutung zu. Besserer und sorgfältigerer Umgang mit der Energie, zweckmässiger Nutzung des Holzes, wo es noch welches hat, Schutz und Pflege der Wälder, damit Holz nachwächst, da für grosse Teile der Weltbevölkerung Holz immer noch die wichtigste Energiequelle ist, sind Aspekte, die zur Nachhaltigkeit und zum Problem des Umganges mit der Energie gehören.

Herr Blatter hat von der Koordination der Massnahmen unter den Industriestaaten und eben auch weltweit gesprochen. Herr Roch hat bereits gesagt, wie wichtig die neue Kommission für die nachhaltige Entwicklung sein wird. Der niederländische Entwicklungsminister hat eine wichtige Rolle in der Analyse betreffend der Organisation der UNO in diesem Bereich gespielt. Er bedauerte sehr, dass diese Kommission 54 Mitglieder haben wird. Er meinte, es sei schade, dass sie nicht kleiner sein würde, weil sie auf keinen Fall zu einer Schwatzbude werden dürfe. In dieser Kommission werden politische Entschiede und Fragen auf höchster Ministerebene diskutiert werden. Alle Bereiche, die von den UNO-Organisationen abgedeckt werden, wie zum Beispiel Handel und Entwicklung, Industrie und Entwicklung, werden dort zusammenfliessen. Eine Kohärenz der weltweiten Politik in diesen Bereichen soll dort erarbeitet werden. Diese Kommission wird sich zuerst einmal organisieren müssen, und die erste Sitzung wird erst spät in diesem Jahr stattfinden. Man wird Prioritäten setzen müssen. Fragen des Technologietransfers und der Zusammenarbeit im Technologiebereich werden sicher eine grosse Rolle spielen, aber auch Fragen, wie beispielsweise gesundes Wasser und Energie, die in anderen Bereichen der UNO bearbeitet werden, werden bestimmt behandelt werden. 36 Industriestaaten, darunter die Schweiz, haben sich für einen Sitz in dieser Kommission angemeldet. Wann welche Länder berücksichtigt werden können, wird sicher Gegenstand einer Abstimmung sein. Es ist wichtig, dass die grössten Länder regelmässig dabei sind, weil sie ein Gewicht haben, das man nicht marginalisieren kann. Wir werden aber auch als Beobachter in diese Kommission eingesetzt.

Ich denke nicht, dass die Auflagen für die Entwicklungsländer unerfüllbar sind. Wir erarbeiten sie im politischen Dialog mit den betreffenden Staaten. Wir führen mit allen Ländern solche intensive Dialoge und setzen Schwerpunkte in der Entwicklungszusammenarbeit. Die Umweltfrage ist beispielsweise eines der zentralsten Themen der ganzen Zusammenarbeit mit Madagaskar. Ich teile die Ansicht, dass die Länder angemessene Preise für ihre Produkte erzielen können sollten. Der Kaffee ist eigentlich nur so billig, weil wir den Entwicklungsländern keine anderen Produkte abkaufen. Wir sind zwar der Meinung, dass wir einen anständigen Preis für den Kaffee bezahlen sollten, wenn aber die Länder anfangen andere verarbeitete Produkte mit Effizienz und mittels unserer Technologie zu produzieren, die sich auf unserem Markt behaupten könnten, dann kommen vor allem im Landwirtschaftsbereich allerhand Schutzmechanismen sichtbarer und unsichtbarer Art in Gang. Die Landwirtschaftspolitik der Industriestaaten ist nicht sehr entwicklungsfreundlich. Wir haben der EG, Japan und Amerika, diesbezüglich keine Lektion zu erteilen, sondern müssen mit ihnen zusammen nach Lösungen suchen. Vielleicht wird Herr Imboden noch etwas über die laufenden Arbeiten und die Wichtigkeit dieser Dachverhandlungen sagen.

Herr Jäggi fragte, ob der Umweltschutz für die Entwicklungsländer nicht ein Luxus ist. Er ist kein Luxus, er ist eine Notwendigkeit. Ich bin damit einverstanden, dass die politische Lage dieser Länder zuerst gefestigt werden muss. Ein immer wichtigerer Teil unserer Arbeit richtet sich darauf aus, die Eigenregierbarkeit dieser Länder zu verbessern. Die transparente, klare Regierung, der sogenannte "good-government" soll gestärkt und somit auch bessere rechtsstaatliche Verhältnisse geschaffen werden, was Privatinvestitionen fördert. Im Schutze von rechtssicheren Verhältnissen kann dann der Transfer oder die Einführung von Technologie eher folgen. Herr Miesch sagte, wir würden uns vor allem mit Investitionen in Bürokratie, Planungen und Konferenzen ergehen. Es wird nur ein ganz bescheidener Teil der Mittel so eingesetzt. Diese Massnahmen sind notwendig, damit sich die von verschiedenen Organisationen, von der Weltbank, der Weltgesundheitsorganisation und der FAO, eingesetzten Mittel sich ergänzen und nicht bekämpfen. Dazu braucht es entsprechende Konferenzen und Verständigungen. Die gestrige bilaterale Begegnung mit den Holländern hat sehr viele Impulse gegeben, wie wir mit ihnen zusammen, gerade auch im Bereich der nachhaltigen Entwicklung, unsere Ergebnisse in Afrika verbessern können.

In Rio entstand bei gewissen Leuten der Eindruck, dass das wichtige Buch von Schmidheiny zu wenig beachtet worden sei. Der Autor teilt meine Auffassung, dass dies nicht der Fall war. Die Konferenz von Rio war thematisch zentriert, währenddem er eine Managementmethode entwickelt hat, die aufzeigt, wie mit den Mitteln effizienter umgegangen und eine nachhaltige Entwicklung erzielt werden kann. Sein Kurswechsel ist ein ganz wichtiger Beitrag für eine effizientere Arbeit in fast allen von der Agenda 21 abgedeckten Bereichen.

Imboden: Die wichtigsten Fragen wurden bereits beantwortet. Ich möchte mich nur noch auf wenige Punkte beschränken. Der erste betrifft die internationale Koordination und die Arbeit in den verschiedenen Organisationen. Die Agenda 21 stellt nicht Gott und die Welt dar. Sie umfasst aber alle The-

men, die mit einem wirtschaftlichen Leben zu tun haben. Es ist deshalb sehr wichtig, dass sich jede Organisation damit auseinandersetzt, und solange sie das im Geiste der Agenda 21 tut, wird es keine Koordinationsprobleme geben. Auf der eher abstrakten Zielebene gibt es sowieso selten Probleme. Die Schwierigkeiten tauchen erst auf, wenn es um die konkreten Massnahmen geht, wo Interessenskonflikte entstehen. Jede Organisation soll sich also mit der Agenda 21 befassen. Die Kommission für nachhaltige Entwicklung hat dann die Aufgabe zu sehen, ob diese Einzelaktivitäten effektiv zum gemeinsamen Ziel führen.

Der zweite Punkt betrifft die Preise für Produkte aus der dritten Welt. Wir alle wollen, dass die Entwicklungsländer vernünftige Preise für ihre Produkte erhalten, damit sie nicht mehr von öffentlichen Geldern abhängig sind und sich ihre Ressourcen selber erschaffen können. Wir wissen aber alle nicht, was ein vernünftiger Preis ist. Der Produzent und der Konsument haben nicht die gleiche Vorstellung davon. Ausserdem befinden wir uns in einem Marktsystem und alles, was gegen den Markt handelt, ist nicht nachhaltig. Die Preise für die Rohstoffe Kaffee, Kakao, usw... sind heute sicher nicht mehr gerecht. Seit 20 Jahren haben wir Rohstoffabkommen. Diese Abkommen haben versucht, in den Markt einzugreifen, was sich aber nicht auf die Preise ausgewirkt hat, im Gegenteil. Die Lage wurde noch verschärft, weil die Preiserhöhung eine Zunahme der Produktion zur Folge hatte, was die Preise dann tiefer als notwendig fallen liess. Wir können nur zweierlei tun, um die Lage zu verbessern, nämlich den Zugang erlauben und bei der Diversifikation helfen. Was das erste betrifft, haben wir vorwiegend bezüglich Landwirtschaft, aber auch in der Verarbeitung, noch Dreck am Stecken. Wir haben beispielsweise viel tiefere Zölle für nicht verarbeitete als für verarbeitete Produkte, was kaum im Einklang mit unserer Entwicklungspolitik steht! Mit dem zweiten Punkt meine ich, dass wir beim Technologietransfer den Entwicklungsländern die Möglichkeit geben sollten, nicht auf einem bereits übersättigten Markt zu sein, sondern mit Produkten zu kommen, die einen höheren "value-added" und deshalb noch Zukunft haben. Die sonstigen Aktivitäten, bei denen wir versuchen, die Bereitschaft der Konsumenten auszunützen, etwas höhere Preise für die Produkte zu bezahlen, wenn der Produzent dadurch einen sogenannten gerechten Preis erhält, werden immer nur 5 - 10 % des Marktes ausmachen. Es sind gute Initiativen; sie lösen aber die Marktprobleme nicht.

Herr Steffen, wir sind der Meinung, dass es keine Konflikte zwischen Handel und Umwelt gibt, wenn die Preise stimmen. Diese Preise müssen alle Kosten und Nutzen internalisiert haben, was allerdings nicht den Tatsachen entspricht, und nie entsprechen wird. Es ist aber wichtig zu wissen, dass im Prinzip zwischen Handel und Umwelt keine Konflikte bestehen sollten. In Wirklichkeit existieren sie aber, und ich möchte hier nur das Beispiel der deutschen Kartoffeln erwähnen, die nach Italien transportiert werden, um dort gewaschen und geschält zu werden, bevor sie nach Deutschland zurückreisen, wo man sie konsumiert. Es handelt sich da, sowohl handels- wie umweltpolitisch gesehen, um einen Unsinn. Der Grund dafür liegt darin, dass die Preise des Transportes nicht den effektiven Kosten dieses Transportes entsprechen. Die Internalisierung der Kosten in die Preisstruktur ist eine Voraussetzung dafür, dass es keinen Zielkonflikt zwischen Handel und Umwelt gibt. Wenn man aber,

wie es immer vorgeschlagen wird, Standards aufsetzt, verpflichtet, oder gewisse Kosten über Vorschriften einbindet, ist die Gefahr neuer Distortionen sehr gross.

Es wird oft gesagt, dass die Entwicklungsländer keine Umweltstandards wollen, weil dadurch ihre Kosten erhöht werden und sie nicht mehr konkurrenzfähig bleiben. Das stimmt nur teilweise. Wenn wir nämlich, vor allem in der Landwirtschaft, das Wechselspiel der Zugänge zulassen und alle Kosten internalisieren würden, würden sich Umweltstandards nicht nur negativ auf die Konkurrenzfähigkeit auswirken.

Wir haben das Buch von Schmidheiny in den verschiedenen Paragraphen durchgesehen und kommentiert. In der Zielsetzung gibt es diesbezüglich keine Probleme. Es ist aber eindeutig an den Privatsektor, und nicht an die Regierungen gerichtet. Der Autor fragt selber, was da der Manager schon machen kann. Der Privatsektor richtet sich nach der Nachfrage. Wenn diese nach umweltfreundlichen Produkten ist, wird er entsprechend reagieren. Die Nachfrage kann man allerdings über Vorschriften beeinflussen. Es ist manchmal recht interessant, sich an der Vorhut der Umweltvorschriften zu befinden. Wer sich frühzeitig auf gewisse Standards einstellen muss, die in der übrigen Welt später eingeführt werden, geniesst den Vorteil einer fortgeschrittenen Technologie, die sich dann auf dem neuen Markt ausbreiten kann.

La présidente reprend la question concernant la Croix-verte.

Wiederkehr: Herr Imboden hat soeben zwischen Regierung und Privatwirtschaft unterschieden. Immense Arbeit wurde in und nach Rio geleistet. Die Gefahr besteht nun, dass die Erkenntnisse auf der Ebene der Regierungen bleiben und nicht zu den Verursachern umgesetzt werden. Es gibt immer ein Wechselspiel zwischen Verständnis bei den Verursachern und Erlassen von Richtlinien bei den Regierungen. Das Grüne Kreuz versucht eine Brücke zwischen diesen beiden Parteien zu bauen. Es gab bisher noch keine solche Organisation. Die privaten Organisationen konzentrieren sich üblicherweise auf die Empfänger der Hilfe. Das Grüne Kreuz tut dies auch, aber über den Dialog mit den Verursachern. Es ist also eine Umsetzungsorganisation. Sein Arbeitskonzept ist sehr einfach. Es möchte die, auf Regierungs- und UNO-Ebene, bereits vorhandenen Bewegungen und Kräfte mit der privaten Unterstützung stärken. Im Moment wird in Genf ein Zentrum der UNO für Umweltkatastrophenhilfe aufgebaut. Die UNO hat sehr grosse Mühe, ihre Aufgaben zu finanzieren. Dieses Zentrum ist nur dann wirklich effizient, wenn es rund um die Uhr in Betrieb sein kann. Finanzielle Schwierigkeiten sind also abzusehen. Die leitenden Mitarbeiter sehen die Lage auch so, und haben sich deshalb dem Konzept des Grünen Kreuzes nicht verschlossen.

Mit der Privatwirtschaft zusammen, die Beiträge leistet, Knowhow und Leute zur Verfügung stellt, und eine viel grössere Handlungsflexibilität hat als die UNO, soll der Erfolg dieses Zentrums garantiert werden. Ich habe mir erlaubt, Ihnen dieses Konzept auf einer Seite vorzulegen. Die UNO darf nicht direkt Gelder aus der Privatwirtschaft beziehen und die Privatwirtschaft stellt ihr auch nicht direkt Gelder zur Verfügung. Diese Mischung zwischen Privatwirtschaft und UNO ist sehr unüblich. Es gibt dafür nur ein richtungsweisendes

Modell, nämlich die UNICEF, die in ihren Gremien auch Private in die Entscheidungen miteinbezieht. Die Genfer Regierung stellt dem Grünen Kreuz die Räumlichkeiten vollständig eingerichtet zur Verfügung, die Privatwirtschaft trägt die Administration der Organisation. Es müssen aber mindestens 10 Mio Dollars in einem Fonds vorhanden sein, damit im Fall einer Katastrophe sofort reagiert werden kann. Das ist meine Antwort auf die Aussage von Herrn Staehelin betreffend Finanzierung konkreter Projekte. Normalerweise reicht man tatsächlich ein Projekt ein, das innerhalb von 3 - 6 Monaten bewilligt wird. Im Katastrophenfall aber, muss bereits Geld vorhanden sein. Wir beantragen nur, dass die Schweizer Regierung eine erste Einlage macht und sich bei der UNO für dieses Lösungsmodell einsetzt. Aus der Privatwirtschaft haben wir Modelle, wie ein solcher Fonds weiter gespiesen werden soll. Wenn die Schweiz einen Anfang macht, werden auch andere Regierungen Gelder einzahlen. Holland hat sich beispielsweise angeboten, beim Grünen Kreuz entsprechend mitzumachen. Ich würde ein persönliches Gespräch mit den hier anwesenden Departamenten sehr begrüßen.

Jäggi: Herr Imboden hat eine Bemerkung über die Landwirtschaft gemacht, die noch Dreck am Stecken habe. Ich hoffe, dass er damit nicht die Bauern gemeint hat. Wer versorgt Jugoslawien, den Sudan oder Somalien mit Lebensmitteln? Sind es etwa die Entwicklungsländer, die helfen, die schlimmsten Notsituationen zu überbrücken? Den Ländern Südamerikas und Afrikas müsste man beibringen, sich wieder selber zu versorgen. Sie verlassen die bäuerlichen Selbstversorgungsstrukturen und suchen ihr Heil in den Städten. Sie brauchen keine riesige Agrarproduktion, die sie exportieren können. Sie müssen vielmehr die Selbstversorgung wieder propagieren. Wer diese Staaten bereist, stellt fest, wie verlassen die ländlichen Gegenden sind. Das zieht ganz unheilvolle Folgen nach sich.

M. Roch: Je partage tout le bien qui vient d'être dit à propos de la Croix-verte. Notre position est la suivante: le centre d'urgence environnementale qui se trouve à Genève est une création des Nations-Unies pour l'environnement sur initiative de la Suisse et avec le financement essentiel de la Suisse. Ce centre vient de fournir un rapport sur le travail pour lequel il fut créé, soit un travail de recherche sur les besoins, sur l'organisation à proposer pour intervenir dans le cadre des Nations-Unies, et sur le mode de réparer ou de prévenir les risques majeurs en matière environnementale. Le fait de créer une Croix-verte et qu'elle puisse soit prendre en charge ce centre soit collaborer avec lui, est une excellente initiative des milieux privés. A l'échelon gouvernemental, nous ne pouvons pas soutenir une telle initiative et soutenir le centre d'urgence sans s'assurer d'une parfaite cohérence de l'ensemble du système. Au cours des nombreuses discussions avec les responsables de la Croix-verte, cette conception s'est élaborée. Nous souhaitons que la proposition qui sera faite suite aux conclusions du centre d'urgence de Genève et qui sera adressée au Conseil d'administration du PNUE au mois d'août prochain apportera la proposition finale de cohérence entre ce centre d'urgence et la Croix-verte. C'est dans ce cadre-là que la Suisse pourra se déterminer sur le soutien qu'elle entend y apporter et les perspectives qu'elle

y voit. Pour nous, il était difficile de trouver les fonds nécessaire et de les libérer dans deux directions à la fois, qui poursuivent le même objectif.

Stahelin: Ich möchte nur beifügen, dass auch ich zu Gesprächen bereit bin.

Imboden: Mit meiner Aussage habe ich absolut nichts gegen die Bauern sagen wollen, Herr Jäggi. Ich meinte lediglich, dass die umweltgerechte Förderung der Landwirtschaft sowohl im Interesse unserer Bauern wie auch im Interesse der Entwicklungsländer liegt. Da besteht, meiner Meinung nach, kein Widerspruch. Der 7. Landwirtschaftsbericht weist diese Richtung auf.

Scherrer: Ich möchte von Herrn Roch noch wissen, wieviel Geld von der Schweiz in dieses Zentrum in Genf fließt.

M. Roch (à M. Scherrer): Il s'agit d'un montant de 400'000.- francs pour une année et demie.

2. Information sur la deuxième conférence paneuropéenne des ministres de l'environnement à Lucerne (28-30 avril 1993)

Schmid: Die Konferenz in Luzern trägt die Bezeichnung "Zweite Ministerkonferenz im Prozess Umwelt für Europa". Es werden dort zwar Umweltfragen behandelt werden, aber verschiedene Bereiche der Regierungen sind an den Vorbereitungen beteiligt und werden bei der Konferenz selber vertreten sein. Ein erstes Treffen hat im Juli 91 auf dem Schloss Dobris bei Prag stattgefunden. Der Prozess, in dem wir uns jetzt befinden und den wir Umwelt für Europa nennen, hat verschiedene längergehende Wurzeln. Eine davon ist die Zusammenarbeit im Umweltbereich, die sich zwischen den Efta- und EG-Staaten entwickelt hat, und aus der beispielsweise eine gemeinsame westeuropäische Position in Klimabehandlungen entstanden ist, die jetzt in die EWR Verhandlungen integriert wurde. Es gab gewisse paneuropäische Bemühungen, die Konferenzen von Dublin und Bergen 1990.

Der Einbezug der zentral- und osteuropäischen Staaten hat auch seine Wurzeln. Auf die langjährige, fruchtbare Zusammenarbeit der Schweiz mit Ungarn geht beispielsweise das Vaalser Abkommen zurück. Auch mit der Sowjetunion haben wir schon zusammengearbeitet. Die multilaterale Zusammenarbeit, unter Einbezug der gesamten europäischen Region, hat ebenfalls eine längere Tradition. Daraus entstand beispielsweise das Genfer Abkommen über die weiträumige Grenzüberschreitung der Luftverschmutzung und seine Ergänzung, Präzisierung und Weiterentwicklung in den Bereichen SO₂, VOC und VOx. Dieses Abkommen ist eines der besten und konkretesten Ergebnisse der KSZE gewesen. Die Konferenz von Dobris konnte sich also auf bereits vorhandene Pfeiler abstützen. Es wurden gewisse Grundziele festgelegt. Ein zentrales Bedürfnis war die Integration der Umweltanliegen in den Prozess der Umwälzungen in Zentral- und Osteuropa. Wir haben in Dobris nämlich festgestellt, dass gerade die Sorge um die Umweltzerstörung, in den unglaublichen Umwälzungen in Zentral- und Osteuropa, eine zentrale Rolle gespielt hat. Wir haben gehofft, dass dieser Einsatz für die Umwelt politisch weiterwirken

würde. Inzwischen ist allerdings der Normalfall eingetreten, und der politische Stellenwert dieses Anliegens ist nun auch in diesen Ländern nicht mehr so zentral. Wir haben dann versucht, die Schwerpunkte dieses Prozesses, der in Dobris einen neuen Anlauf genommen hat, zu formulieren. Es geht nun um drei Punkte. Erstens soll eine gesamteuropäische Zusammenarbeit dazu beitragen, die schwersten Probleme in diesem Teil der Welt so schnell wie möglich zu lösen, oder deren Lösung voranzutreiben. Das Stichwort ist hier Reparatur. Zweitens geht es um Integration. Es soll dafür gesorgt werden, dass Dauerhaftigkeit von Anfang an Teil dieses Umwandlungsprozesses ist, und als Korrelat dazu, dass das Gesamtvolumen der Zusammenarbeit zwischen den westlichen Staaten und Zentral- und Osteuropa umweltgerecht, also auf die Dauer effizient ist. Drittens soll die politische Dimension dieser Umweltzusammenarbeit betont werden. Es geht darum, den Zusammenhang zwischen Umwelt und Sicherheit und zwischen Umwelt und Stabilität für die Umweltpolitik nutzbar zu machen. Von Umweltzusammenarbeit mit dem Ziel einer gesamteuropäischen Konvergenz der Umweltpolitik und der Umweltqualität, und von Umweltzusammenarbeit als Bauelement oder Motor bei der Schaffung eines gemeinsamen Hauses Europa, sei hier die Rede. Seit Oktober 91 haben wir einen Vorbereitungsprozess eingeleitet, den wir als Umsetzung oder Konkretisierung der Rioprinzipien betrachten. Wir haben versucht, alle interessierten Regierungen einzubeziehen. Inzwischen nehmen 45 Staaten, darunter Ost- und Westeuropa, die USA, Kanada und Japan, an den Arbeiten teil. Wir wollten aber auch alle betroffenen internationalen Organisationen und Finanzierungsinstitute dabei haben. Mittlerweile machen die Weltbank, die europäische und nordische Entwicklungsbank, die OECD, die ECU, der Europarat, die WHO, die UNIDO und die NATO sehr aktiv mit. Es war uns ausserdem ein Anliegen, auch die informellen Sektoren miteinzubeziehen, was uns gelungen ist. Die Umwelt- und Wirtschaftsverbände, die internationalen Konsumentenschutzorganisationen, die Gewerkschaften, Kirchen- und Jugendverbände beteiligen sich auf internationaler Ebene am Vorbereitungsprozess und an der Konferenz selber. Das gleiche gilt natürlich auch auf nationaler Ebene. Ich habe versucht, Ihnen die Ergebnisse, die wir erwarten, auf einem Papier zusammenzufassen. Ich müsste eigentlich noch zwischen den Resultaten, die die Schweiz erwartet, und jenen, die man realistisch erwarten kann, unterscheiden. Die Konferenz selber ist nicht das Ziel, sondern eine Etappe in einem Prozess. Das sichtbarste Element der Konferenz wird ein Umweltaktionsprogramm für Zentral- und Osteuropa sein. Eine Analyse der Konferenzen von Dobris, Bergen und Dublin 90/91 zeigte, dass sich alle inhaltlich ähnlich sind. Die Konferenzen haben also offensichtlich die wichtigen Probleme identifiziert, aber nicht viel zur Umsetzung der Erkenntnisse beigetragen. Wir wollen nun konkrete Beschlüsse. Das erwähnte Aktionsprogramm basiert auf sehr ausführlichen analytischen Studien. Es wird in den nächsten Tagen im Entwurf vorliegen. Es soll als strategische Grundlage für die betroffenen Länder Zentral- und Osteuropas dienen und beruht auf drei Pfeilern. Der erste ist die wirtschaftliche Umwandlung. Je weniger wichtig die direkten spezifischen Umweltanliegen im Rahmen der Gesamtpolitik werden, desto wichtiger wird der politische Umwandlungsprozess in der Wirtschaft. Der zweite Pfeiler ist die Stärkung der Institution, und der dritte Pfeiler ist ein Mass-

nahmenpaket. Diese Massnahmen werden aufgrund von Kriterien identifiziert, über die man sich geeinigt hat und die man verwendet, um genaue Prioritäten zu setzen. Sie beziehen sich auf Probleme, die zu Gesundheitsschäden führen, wie zum Beispiel Probleme, die mit der Luftverschmutzung zusammenhängen. Die Massnahmen werden auf der Grundlage einer präzisen Kosten/Nutzen Rechnung bestimmt. Die zur Verfügung stehenden Mittel werden so eingesetzt, dass die grösste Wirkung damit erzielt wird. Die aufgeführten Massnahmen werden durch Projektvorschläge illustriert, und ein eigentliches Projekt begleitet das Aktionsprogramm. Wir haben uns im Vorbereitungsprozess auch mit einer Reihe von Instrumenten der Zusammenarbeit befasst, wie beispielsweise die Konvention selber, der ganze Bereich der Oekologisierung des Steuersystems, der innovativen Finanzierungsmechanismen, der marktwirtschaftlichen Instrumente, der Konzepte des "Burden Sharings", das in Rio formuliert wurde. Der Bereich der Erfolgskontrolle der nationalen Umweltpolitik sowie der präzisen Umweltabkommen wurde bearbeitet. In der Vorstellung der Konferenz von Dobris sollten diese Elemente zur schrittweise Entwicklung einer Art gesamteuropäischen Umweltpolitik beitragen. Um dieses Ziel zu erreichen, braucht es eine Datengrundlage. Ein europäischer Zustandsbericht wird entwickelt, der in Grundzügen in Luzern vorliegen wird. Der Europarat konzentriert sich auf konkrete Vorschläge im Gebiet des Naturschutzes. Wir wollen versuchen, den Ministern konkrete Handlungsbeschlüsse unterzujubeln, damit die Zusammenarbeit weitergehen und zu konkreten Resultaten führen kann. Ich habe zwar gesagt, dass das Aktionsprogramm Massnahmen vorschlägt, die mit den vorhandenen Mitteln sofort ausgeführt werden können, aber längerfristig werden zusätzliche, von aussen kommende Mittel erforderlich sein, vor allem dann, wenn es gelingt, dieses Aktionsprogramm zur Basis für die umweltgerechte Ausgestaltung der gesamten Zusammenarbeit zwischen Osten und Westen zu entwickeln. Es braucht zusätzliche Mittel im Bereich des Naturschutzes und im Bereich der technischen Zusammenarbeit, um die verschiedenen Konventionen richtig anzuwenden, und um die verschiedenen Umweltstrukturen, die die OECD vorsieht, durchzuführen. Es braucht auch zusätzliche Mittel, um eine koordinierte Zusammenarbeit des Aktionsprogrammes sicherzustellen.

Scherrer: Ich habe einige Fragen und Bemerkungen. Ich möchte wissen, wer beschlossen hat, dass die Schweiz an der Ministerkonferenz "Umwelt für Europa" teilnimmt. Aus wievielen Personen wird sich unsere Delegation zusammensetzen? Was kostet diese Veranstaltung und wer bezahlt sie? Ich stelle nämlich die ganze Übung in Frage. Offensichtlich haben die verantwortlichen Stellen in der Bundesverwaltung noch nicht zur Kenntnis genommen, dass die Schweiz in der schlimmsten Wirtschaftskrise steckt. Die Bundeskasse ist leer und wir müssen jährlich mit mindestens 3000 Mio Franken Defizit rechnen. Wieviel Geld wollen wir noch mit nutzloser Bürokratie verschleudern?. Darauf hätte ich gerne eine konkrete Antwort. Osteuropa entwickelt sich nicht weiter. Übungen wie diese Konferenz sind sinn- und nutzlos, solange eine solche Entwicklung nach marktwirtschaftlichen Grundsätzen nicht stattgefunden, und die Privatwirtschaft sich nicht etabliert hat. Technischer Umweltschutz kann erst unter diesen Voraussetzungen betrieben werden. Wir brauchen

keine staatliche Umweltbürokratie mit teuren Ministerkonferenzen. Wieviel Geld soll in Zukunft noch für solche Uebungen eingesetzt werden?

Schmid: Die Einladung, diese Konferenz in der Schweiz durchzuführen, wurde nach einem Beschluss des Bundesrates am Konferenzabschluss in Dobris ausgesprochen und angenommen. Der Bundesrat wird die konkrete Zusammensetzung der Schweizer Delegation bestimmen. Sie wird vom Departementschef des Innern geleitet werden, der die Konferenz übrigens präsidieren wird. Neben dem BUWAL werden das Bundesamt für Aussenwirtschaft und die DIO, also das EDA, anwesend sein. Wirtschafts- und Umweltvertreter sind weitere Mitglieder dieser Delegation. Der Bundesrat hat ein Budget von 1,3 Mio Franken für die Kosten der Konferenz beschlossen. Dieses Geld ist im normalen Budget des BUWAL beantragt worden und wird auch vom BUWAL verwaltet. Mit meinen Ausführungen habe ich versucht, die Feststellung, dass wir zusätzliche Bürokratie betreiben, etwas zu relativieren. Ich bin davon überzeugt, dass eine wirtschaftliche Umwandlung, wie sie in Osteuropa, zwar mit viel weniger Ergebnissen und viel langsamer als erwartet, in Gang ist, nur effizient sein kann, wenn sie auch umweltgerecht ist. Wir versuchen auf möglichst konkrete Art und Weise dazu beizutragen, was auch in unserem Interesse liegt.

M. Roch (à M. Scherrer sur le sens d'une telle conférence): Il faut voir aussi l'intérêt politique et économique que la Suisse retire de sa position sur la scène internationale. Certains événements (non-entrée à l'ONU, non-entrée dans l'EEE) nous font ressentir une certaine méfiance vis-à-vis de notre pays. Il s'agit de combattre cette morosité par une activité qui permette de reconnaître le rôle de la Suisse à l'échelon international.

Cette Conférence est, comme l'a exprimé M. Schmid, un moyen d'obtenir des résultats concrets. Sur la seule question du programme d'action pour l'Europe de l'Est, il s'agit justement de déterminer des stratégies et des priorités pour organiser l'écoulement de l'argent nécessaire à la reconstruction et non seulement l'argent public mais aussi les investissements privés selon des critères cohérents et efficaces. Si nous parvenons à un tel résultat, cela sera véritablement positif dans le sens de la reconstruction économique.

Quant au crédit nécessaire pour l'organisation de la Conférence, il n'est pas question de crédit supplémentaire. Il s'agit, dans le cadre des crédits que vous avez voté en faveur de l'Europe de l'Est, d'accentuer l'intégration d'un développement durable et d'un développement favorable à l'environnement. A Lucerne, il faudra annoncer qu'une partie des moyens mis à disposition par la Suisse seront affectés aux projets qui permettront d'assurer une participation financière.

Blatter: Ich möchte noch etwas zu den Bemerkungen des Kollegen Scherrer sagen. Es hat mich gefreut zu hören, Herr Schmid, dass der Umweltschutz dazu beigetragen hat, den Ostblockstaaten die Kraft zu geben, sich politisch loszulösen. Das ist ein entscheidendes und einleuchtendes Argument. Die Be-

völkerung hat vermutlich jahrzehntelang unter den katastrophalen Verhältnissen im Umweltbereich gelitten. Wenn diese Staaten noch keine perfekte Demokratie haben wie wir, die ja 700 jahrelang daran geübt haben, dann ist das nicht ihre Schuld. Wir müssen ihnen helfen, damit sie möglichst rasch die Verhältnisse im westlichen Teil Europas erreichen können. Diese Europahilfe scheint auch politisch gesehen, genau die richtige zu sein, da die Umweltprobleme mitgeholfen haben, den Umwandlungsprozess in Gang zu setzen. Auf diesem Gebiet können wir helfen. Tun wir es nicht, dann bleiben die katastrophalen Verhältnisse bestehen, und es entstehen dort vielleicht wieder Diktaturen. Wir wissen ja nicht, ob nicht neue Krisenherde entstehen, die für uns dann viel grössere wirtschaftliche, aber vor allem sicherheitspolitische Probleme ergeben. Einige von uns durften an der Konferenz in Strassburg teilnehmen. Die Rapporte aus den osteuropäischen Staaten haben uns gewaltig beeindruckt! In Estland sei das Grundwasser brennbar! Die Verhältnisse sind wirklich katastrophal. Die Länder stehen diesen Problemen hilflos gegenüber. Ich möchte hier an die Vernunft appellieren. Wenn wir hier mit unserer Technologie und konkreten Massnahmen helfen, dann leisten wir die bestmögliche Hilfe in Europa. Ich möchte mich hier vehement gegen die Stellungnahme von Herrn Scherrer zur Wehr setzen!

Bundi: Im Gegensatz zu Herrn Scherrer, bin auch ich nicht der Ansicht, dass die Konferenz nutzlos ist. Herr Blatter hat die Hauptargumente dafür geliefert. Wenn die Schweiz solch eine Initiative ergreift, dann sollte sie aber in ihrer eigenen Umweltschutzpolitik eine Vorreiterrolle spielen. Den Berichten nach befinden wir uns diesbezüglich aber nicht mehr an der Spitze der europäischen Länder, sondern im Mittelfeld. Diesen Zustand sollten wir ändern. Ich finde es gut, dass Sie nach Mittel und Wegen suchen, um die übliche tödliche Form der Konferenz mit endlosen allgemeinen Erklärungen zu umgehen, wie es hier auf Seite 3 steht. Ich hoffe sehr, dass Ihnen das gelingt. Gedenkt man die Behandlung der verschiedenen Problembereiche auch in Gruppenarbeiten durchzuführen oder werden es immer Plenumsversammlungen sein? Der Abschnitt über die Erhaltung der Biodiversität auf Seite 2 scheint mir etwas mager ausgefallen zu sein. Man befasst sich hier mit Fragen von Inventarisierung geschützter und schützenswerter Zonen. Es gibt genügend Inventare in Europa. Es besteht die Gefahr, dass man sich zu sehr auf diese Inventare stützt. Das Problem der Artenvielfalt ist global. Wir müssen die Arten überall schützen, und nicht nur in kleindimensionierten Zonen.

Wiederkehr: Ich möchte die Ausführungen von Herrn Blatter noch ergänzen. Wenn es nicht gelingt, die Altlasten in Osteuropa einigermaßen zu beseitigen, dann sind diese Länder doppelt bestraft. Keine Wirtschaft mit sauberen Technologien wird sich leisten können, in einem verseuchten Land zu produzieren. Es liegt in unserem Interesse, diese Differenz abzubauen, und dafür zu sorgen, dass umweltgerechte Technologien dort produziert werden können. Es ist auch wichtig, dass die Regierungen dieser Länder Massnahmen ergreifen, um Ausweichlern der Industrienationen daran zu hindern, in ihre Länder zu kommen, um auf die alte, dreckige Art zu produzieren. Herr Scherrer, ich begreife nicht, dass Sie das Potential nicht sehen, das in sauberer Technolo-

gie liegt. Gerade unser Land, mit der Tradition der guten, exakten Arbeit, hat auf dem Weltmarkt entsprechende Chancen, wenn moderne saubere Technologien dazukommen.

Scherrer: Wo sind die sauberen Technologien, wenn die Wirtschaft kaputt ist, Herr Wiederkehr? Fördern Sie die Privatwirtschaft! Bringen Sie zuerst einmal die Wirtschaft auf die Beine! Nur eine intakte Wirtschaft kann Umweltschutz betreiben. Ich halte es für absolut sinnlos, jetzt über Umweltschutz und Beseitigung von Altlasten zu diskutieren, wenn weder das Geld noch die technischen Mittel vorhanden sind.

Wiederkehr: Die Wirtschaft kann nur dann bestärkt werden, wenn die Rahmenbedingungen überall dieselben sind. Wenn Energie nicht den Preis hat, den sie haben müsste, heisst dies, dass derjenige, der sie bei der Herstellung von Produkten verschwendet, belohnt wird, währenddem der Sparsame nichts für seine Mühe erhält. Solche Konferenzen sind notwendig, um die Rahmenbedingungen für alle gleichzusetzen.

Strahm: Herr Scherrer, gemäss einer Umfrage bei der schweizerischen Privatwirtschaft, die im Rahmen einer vom Bundesamt für Konjunkturfragen in Auftrag gegebenen Studie gemacht wurde, werden Milliarden am Umweltschutz verdient. Es gibt über 100'000 Arbeitsplätze nur in diesem Markt. Wir haben da einen Zukunftsmarkt, der gemäss Berechnungen, um ein Vielfaches grösser ist als beispielsweise der ganze Gentechnologiemarkt. Machen Sie sich also nicht zum Wirtschaftsfeind, indem Sie in die falsche Richtung polemisieren! Herr Schmid, wenn Sie Ihre Arbeit der Oeffentlichkeit so vorstellen, wie sie hier auf diesem Papier steht, halb deutsch, halb-englisch, und knochentrocken, dann wird niemand etwas darunter verstehen.

Die Probleme Osteuropas treten stark in den Vordergrund. Die Weltbank und die Gruppe GB 24 haben sich dafür eingesetzt, dass für die Oststaaten Kredite mobilisiert werden. Ich frage mich aber, ob diese Haltung nicht zu stark europa- und finanzlastig ist. Es scheint ausserdem die Tendenz zu bestehen, alle westeuropäischen Entscheide in die 2. und 3. Priorität zu schieben, was natürlich weniger schmerzhaft ist. Der Bundesrat hat Eingaben erhalten, die fordern, dass die Abgabeproblematik oder die Probleme des Schwer- und Transitverkehrs, die die westeuropäischen Länder alle drücken, wenn sie auch für die Schweiz und Oesterreich besonders wichtig sind, auch auf die Traktandenliste gesetzt werden. Hat man nun Schritte unternommen, um die westeuropäischen Fragen noch ins Programm aufzunehmen?

Wir haben viel über das Grüne Kreuz gehört, wäre die Konferenz in Luzern nicht eine Gelegenheit, um von der Schweiz aus, die Idee dieser Organisation zu propagieren?

M. Rebeaud: Je pense à tout ce que la Suisse pourrait offrir dans le domaine de la formation et de l'éducation. Nous avons dans nos universités et dans nos Ecoles polytechniques des gens tout à fait qualifiés pour participer à un effort de formation des responsables dans les pays de l'Est. Nous avons à Genève, de création récente, une académie internationale de

l'environnement dont le but est d'améliorer le niveau de formation concernant les problèmes écologiques dans le monde entier. Est-il prévu de profiter de cette Conférence pour créer les contacts nécessaires à un développement de ces activités?

Frau Misteli: Meine Frage bezieht sich auf den Stellenwert der AKWs. Ich habe kürzlich in der Zeitung gelesen, dass selbst die Weltbank davon abrät, die bestehenden AKWs zu reparieren oder das Programm fortzusetzen. Ich habe aber auch gelesen, dass die GUS im Sinn hat, weitere AKWs, selbst von Typ Tschernobyl, zu bauen. Da die Schweiz nun anscheinend doch an diesem Markt interessiert ist, möchte ich nähere Auskunft über den Stellenwert der Atomenergie.

Jäggi: Ueber den Sinn dieser Konferenz möchte ich mich nicht äussern. Anhand eines Beispiels möchte ich aber darstellen, was gegenwärtig so läuft. Wir waren kürzlich mit Vertretern einer Firma zusammen, die Schrott verarbeitet. Sie haben sich beklagt, dass letztes Jahr 150'000 Occasions aus der Schweiz nach Osteuropa exportiert wurden. Das waren kaum die Autos mit den saubersten Abgasen. Es ist nur zu hoffen, dass die Oststaaten nicht mit diesen Autos an die Konferenz nach Luzern kommen!

Schmid: Ich möchte die Ausführungen von Herrn Blatter noch kurz ergänzen. Die erste echte Volkssteuerung, die es in den osteuropäischen kommunistischen Staaten gab, war in Ungarn. Anlass dazu bot das Kraftwerk von Nagymaros.

Herr Bundi, wir werden versuchen, die Diskussion so flexibel wie möglich zu gestalten. An den Schwerpunktthemen müssen sich aber alle beteiligen können, die es wünschen. Wir werden sie im Einladungsschreiben bitten, sich einzuschreiben, damit sich, wenn möglich, nur etwa 20 Sprecher zu einem Thema äussern, statt 70. Es wird aber schwierig werden. Ein Auftritt an einer Konferenz ist immer auch ein innenpolitisches Ereignis. Ihre Bemerkung zum Naturschutz ist berechtigt, Herr Roch wird noch etwas dazu sagen. Ich möchte den kurzfristigen Ansatz, Prioritäten zu entwickeln, die der effizienteste Einsatz der verfügbaren Mittel gewährleisten, noch einmal betonen. Es sind gewisse Gelder vorhanden. Polen hat beispielsweise einen Umweltfonds von 450 Mio Dollars. Wenn diese Mittel so effizient wie möglich eingesetzt werden, erreicht man schon etwas.

Im Zusammenhang mit den Altlasten, Herr Wiederkehr, stellt sich die Frage der Verantwortlichkeit. Dieser Frage ist der Vorbereitungsprozess nicht ausgewichen. Es wurde ein Seminar darüber organisiert, und die Frage wird Gegenstand eines Kapitels des Aktionsprogrammes sein.

Herr Strahm, dieses Papier ist nicht für die Öffentlichkeit bestimmt, sondern für Leute, die die vorausgesetzten Kenntnisse haben. Wir haben inzwischen zwei Medienmappen zu diesem Problemenkreis der Konferenz von Luzern veröffentlicht, die viel geniessbarer sind. Ich werde dafür sorgen, dass Sie diese erhalten.

Wir hätten gerne erreicht, dass Luzern auch Verhandlungen für eine gesamt-europäische CO₂-Abgabe, gemeinsame Terminvorstellungen und gemein-

same Etats beschliesst. Wir sind damit nicht sehr weit gekommen. Verpackt im Bereich marktwirtschaftliche Instrumente, innovative Finanzierungsmechanismen, "Joint Implementation" und "Burden Sharing", bleiben es natürlich Schwerpunktthemen. Es zeichnet sich bereits ab, dass das Thema Verkehr ein zentraler Punkt der nächsten Phase sein wird. Dasselbe gilt für das Thema Sicherheit von grossen Energieanlagen. Wenn wir konkrete Ergebnisse erzielen wollen, müssen wir uns auf etwas konzentrieren. Wir befinden uns in einem Prozess, der in verschiedenen Phasen verschiedene Schwerpunkte haben wird.

(à M. Rebeaud): L'académie internationale est impliquée dans le processus de préparation. Dans un groupe d'experts, elle participe aux questions concernant la formation et l'éducation. L'académie avait déjà des contacts très étroits avec les autorités de plusieurs pays.

Ich muss Ihnen gestehen, dass das beängstigende Thema der Sicherheitsfrage sich nicht auf der Traktandenliste befindet.

M. Roch: En ce qui concerne la diversité biologique, j'ai moi-même craint que les propositions venant essentiellement du Conseil de l'Europe, qui travaillait de manière séparée de l'autre comité, allaient être trop modestes par rapport à l'ensemble du programme d'activité. Le résultat est pourtant meilleur qu'attendu bien qu'il ne soit pas encore idéal. Les collaborateurs concernés viendront me consulter prochainement pour revoir cette question. A mon avis, un programme pour la protection de la biodiversité en Europe de l'Est devrait être un programme d'intégration de cette diversité dans des activités telles que la culture et les autres activités économiques. Il ne s'agit plus de faire de la protection de la nature de manière totalement muséologique par le biais de réserves naturelles, même si celles-ci restent nécessaires. Un effort a été fait par ce groupe dans le domaine du tourisme. J'espère que d'ici à la Conférence de Lucerne, nous aurons des propositions plus audacieuses dans le domaine de la conservation de la biodiversité et de la gestion durable des ressources.

En ce qui concerne les centrales nucléaires, le sujet n'est pas actuellement à l'ordre du jour de la Conférence de Lucerne. Par contre, il est au beau milieu de la problématique de nos financements en Europe de l'Est. Chacun reconnaît que les centrales nucléaires en Europe de l'Est constituent un risque majeur en matière de sécurité générale et d'environnement en particulier. Les choses deviennent plus difficiles lorsqu'il est question des conséquences. Notre office ne partage pas l'avis d'autres offices. A ce sujet, le débat est encore ouvert au sein de l'administration. A notre avis le seul moyen d'assurer la sécurité dans ce domaine est de fermer les centrales nucléaires. La réparation, l'entretien et la remise en fonction permettant d'assurer un degré de sécurité suffisant exigent des coûts beaucoup trop élevés, comparés à d'autres investissements possibles dans le domaine de l'énergie. Nous avons en Suisse une politique de l'énergie fondée d'une part sur un moratoire nucléaire, d'autre part sur un programme "Energie 2000"; il nous semblerait

logique que la politique extérieure de la Suisse dans ce domaine soit la même que la politique intérieure, et que la Suisse favorise des investissements en Europe de l'Est pour des solutions d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique et non pas des investissements massifs dans le domaine nucléaire. Cet avis est la position interne de l'office que je vous livre à titre de commission parlementaire.

M. Rebeaud: Je suis aussi membre de la Commission des affaires étrangères; la même question a déjà été posée il y a 4 ou 5 mois. Au nom du Conseil fédéral, M. Felber nous a donné la même réponse que celle que vient de nous donner M. Roch de la part de son office. Je ne vois pas où sont les réticences. Officiellement, je n'en ai pas entendu. Lorsque le Conseil fédéral s'engage dans une telle voie, nous serions en droit d'attendre que tous les offices s'alignent. S'il y a des problèmes, il s'agit de les régler rapidement pour éviter de "faire désordre".

La présidente remercie les intervenants.

Nous avons une proposition de motion de la commission rédigée dans des termes assez généraux par Mme Danuser. L'office est d'accord sur le principe d'accepter une telle motion, pour nous la chose me semble claire.

Danuser: Sie haben den Text vor sich; er ist sehr allgemein gehalten und enthält keine umstrittenen Themen. Unsere Kommission sollte die Folgearbeiten unterstützen. Die Länder, die am Erdgipfel in Rio teilgenommen haben, werden, wie wir gehört haben, Berichte über die Umsetzung an das Sekretariat liefern müssen. Die Erstellung des mit der Motion geforderten Konzeptes sollte also einfach unsere Verwaltung und die erwähnten 17 Amtsstellen unterstützen und vielleicht auch antreiben.

Abstimmung - Vote

La motion de la commission est adoptée par 13 voix contre 8 et 1 abstention.

La séance se termine à 12.30 heures.

NATIONALRAT
Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie (UREK)

Sitzung vom 9. Februar 1993

~~Antrag Danuser für eine Kommissionsmotion~~

Der Bundesrat wird beauftragt, so bald als möglich dem Parlament ein Konzept für die Umsetzung der am Erdgipfel in Rio formulierten Ziele zu unterbreiten. Darin soll dem Parlament und der Öffentlichkeit dargelegt werden, mit welchen Massnahmen und welchem Zeitplan die Rio-Konventionen durch die Schweiz realisiert werden sollen.

CONSEIL NATIONAL
Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

Séance du 9 février 1993

~~Proposition Danuser pour une motion de commission~~

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au plus vite au Parlement un projet de réalisation des objectifs formulés au Sommet de la terre de Rio. A l'adresse du Parlement et de l'opinion publique, ce projet devrait mettre en évidence les mesures et les délais de réalisation des conventions de Rio par la Suisse.



Konzept World Green Cross

1. Das UN Centre for Urgent Environmental Assistance (UNCUEA) befindet sich zur Zeit in Genf im Aufbau. Mitte Mai wird der Governing Council des UNO-Umweltprogramms (UNEP) seinen Entscheid über die definitive Form und den definitiven Standort des Zentrums fällen.

2. Aus heutiger Sicht lässt sich ein 24-Stunden-Betrieb des Alarmzentrums während 365 Tagen aus finanziellen Gründen nicht garantieren, da die UNO sich nur aus staatlichen Beiträgen alimentiert. Ein Einbezug der Privatwirtschaft in die Katastrophenhilfe hat daher zwei Vorteile:

- Finanzielle Entlastung der UNO und der sie tragenden Regierungen
- Stärkung des Bewusstseins über Umweltrisiken in der Privatwirtschaft.

3. Die UNO kann aber nicht direkt Gelder aus der Privatwirtschaft beziehen, zumal die Privatwirtschaft auch nicht direkt die UNO unterstützen würde. Die Etablierung einer Non-Profit-Stiftung, die sowohl von Regierungen und UNO als auch von der Privatwirtschaft anerkannt ist, ist also angezeigt. Die Stiftung "World Green Cross" ist willens und in der Lage, diese Relais-Funktion zu übernehmen.

4. Das UNCUEA selbst befürwortet eine Lösung in diesem Sinne und schlägt dem UNEP Governing Council eine enge Zusammenarbeit mit dem World Green Cross vor.

5. Der Bundesrat wird angefragt, eine solche, vom UNCUEA und vom World Green Cross angestrebte Zusammenarbeit mit Standort Genf aktiv zu unterstützen. Er wird ferner angefragt, seine Unterstützung der UNO und den anderen OECD-Regierungen mitzuteilen, zu begründen, sowie die entsprechenden Instanzen einzuladen, diese Lösung ebenfalls zu unterstützen. Die Form und Höhe der Unterstützung ist in der Antwort des Bundesrates auf den von 223 eidgenössischen Parlamentarierinnen und Parlamentariern unterzeichneten Appell festzulegen.

Beilagen:

- Broschüre World Green Cross (deutsch und französisch)
- Appell der Parlamentarierinnen und Parlamentarier (deutsch und französisch)

Zur Verfügung steht ferner:

- Proposal for a possible cooperation UNCUEA-World Green Cross (englisch)
- Scenario for a joint UNCUEA-World Green Cross operation (englisch)

WGC / ae / 9.2.1993

Kontaktadresse:

Grünes Kreuz der Umwelt
World Green Cross
Postfach 77
3000 Bern 23
Tel. +41 31 46 43 40
Fax +41 31 46 09 79

BUWAL
Stabsstelle Internationales
8.51.2 - SDW

Bern, den 25. Februar 1993

MINISTERKONFERENZ "UMWELT FUER EUROPA", LUZERN, 28.-30.4.1993

1. UMWELT-AKTIONSPROGRAMM FUER ZENTRAL- UND OSTEUROPA (Z+OE)

STATUS: Flexible und revisionsfähige Umweltstrategie

- Für Z+OE: Leitlinie für die Ergreifung von Sofortmassnahmen gemäss festgelegten Prioritäten innerhalb vorhandener und verfügbarer Mittel:

Massnahmen zur Behebung und Verhinderung von Gesundheitsschäden, und zwar, auf Grund einer Kosten-Nutzenrechnung, an erster Stelle Massnahmen im Bereich der lokalen Luftverschmutzung, begleitet von/gestützt auf:

Reform der Wirtschaftspolitik und Stärkung der Institutionen.

- Leitlinie für umweltgerechte Ausrichtung der gesamten Zusammenarbeit zwischen West- und Osteuropa.

DURCHFUEHRUNG:

- "Project Preparation Facility": gemeinsames Instrument zur Entwicklung und Durchführung von Projekten, die dem Aktionsprogramm entsprechen;
- Musterprogramme/Musterprojekte im Aktionsprogramm;
- separates Projektportfolio;
- Stärkung der Koordinationsrolle der G.24;
- Statistik der bisherigen Ressourcenflüsse;
- Bewertung der Zusammenarbeit im Rahmen des G.24-Programmes; Ueberprüfung der Konformität dieser Zusammenarbeit mit dem Aktionsprogramm, beginnend mit Ungarn;
- Missionen nach Z+OE.

2. STAERKUNG VON INSTRUMENTEN DER ZUSAMMENARBEIT

UMWELTDATEN:- Harmonisierung der Erhebung und Auswertung;
- Rolle der Europäischen Umweltagentur (EEA)

UMWELTKONVENTIONEN:

- Status
- Mitwirkung/Durchführung: Fragebogen läuft.
mögliche Handlungsvorschläge: Angebot von

technischer Hilfe und Beschluss zur Bereitstellung von zusätzlichen Mitteln zur technischen Hilfe durch die Sekretariate.

- ERFOLGSKONTROLLE: Ausarbeitung von Empfehlungen auf der Grundlage einer vorliegenden Studie.
mögliche Handlungsvorschläge: Beschluss, über die

Vertragsparteien Verbesserungen (z.B. Anforderungen an die

Berichterstattung und deren Auswertung) einzubringen/weitere Vorschläge auf Expertenebene ausarbeiten zu lassen.

Weitere Elemente der Erfolgskontrolle: Regeln für den Einbezug der Öffentlichkeit; Ausweitung des OECD-Systems der Länderprüfungen; Harmonisierung der Sammlung und Auswertung von Umweltdaten (Rolle der EEA).

MARKTWIRTSCHAFTLICHE INSTRUMENTE/FINANZIERUNGMECHANISMEN

- Schwerpunkt: Energie/Luftverschmutzung
- Erfahrungen/Richtlinien für Einsatz in Z+OE
- Neue Konzepte der Zusammenarbeit: "Burden Sharing"/"Joint Implementation"
- mögliche Handlungsvorschläge:
 - (a) Expertenauftrag zur Erarbeitung eines gesamteuropäischen Ansatzes für den Einsatz von marktwirtschaftlichen Instrumenten im Energiebereich.
 - (b) Beschluss zur Weiterverfolgung von Ansätzen wie "Burden Sharing" und "Joint Implementation" und Expertenauftrag zur Klärung der Auswirkungen, z.B. für die Revision des SO₂-Protokolls.

3. EUROPÄISCHER UMWELTZUSTANDSBERICHT

- Produkte: - Bericht (Ende 1993)
 - statistisches Kompendium
 - Atlas
- Luzern: - Fortschrittsbericht
 - Beschlussfassung betr. Integrierung in den Prozess

4. NATURSCHUTZ

- (a) Teil des Aktionsprogrammes;
- (b) Mögliche Beschlussfassung betreffend Gesamteuropa: Inventarisierung/Modellgesetzgebung/Informationskampagne.

5. FINANZIERUNGSBEDUERFNISSE

- (a) Aktionsprogramm (Projekte)
- (b) "Project Preparation Facility"
- (d) technische Zusammenarbeit Konventionen
- (e) technische Zusammenarbeit Länderprüfungen
- (f) Naturschutz
- (f) Teilnahme Z+OE an Konferenzen, Tagungen

6. FOLLOW-UP

- Mögliche Beschlussfassung:
- (a) Koordinationsrolle des Prozesses in Europa;
 - (b) Bestimmung des Gastgebers der nächsten Konferenz;
 - (c) Weiterführung Aktionsprogramm/Umweltprogramm für Europa/Umweltzustandsbericht;
 - (d) Identifizierung von neuen Schwerpunktthemen, z.B. Verkehr

7. MINISTERERKLÄRUNG

Einleitung (Situierung der Konferenz)

Politische Dimension der Umweltzusammenarbeit in Europa (Umwelt und Sicherheit, Stabilität, Friede; Umwelt, Kohäsion wirtschaftliche Entwicklung und Integration in Europa; Konzepte wie Partnerschaft, "Burden Sharing")

Das Umweltaktionsprogramm für Zentral- und Osteuropa

Das Umweltprogramm für Gesamteuropa

- Der Umweltzustandsbericht für Europa
- Innovative Instrumente der Umweltpolitik
- Erfolgskontrolle

Naturschutz

Follow-up

8. ABLAUF DER KONFERENZ

- Mittwoch 28. April, 13.00 Uhr: Eröffnungssitzung und Vorstellung der Elemente des Vorbereitungsprozesses.
- Freitag 30. April, 12.00 Uhr: Schlusssitzung.
- Dazwischen: Strukturierung der Debatte in Sessionen mit Schwerpunktthemen ohne eigentliche Generaldebatte:

Umwelt-Aktionsprogramm für Zentral- und Osteuropa

Status, Implementierung, Technologie-Zusammenarbeit, Naturschutz

Umweltprogramm für Gesamteuropa:

- Umwelt-Zustandbericht für Europa
- Innovative Instrumente der Umweltpolitik (marktwirtschaftliche Instrumente, Finanzierungsmechanismen, "Burden Sharing", "Joint Implementation")
- Erfolgskontrolle in der Umweltpolitik (Länderprüfung, Einbezug der Öffentlichkeit, Methoden der Erfolgskontrolle bei Umweltkonventionen, Umweltdaten)

Weiterführung des Prozesses "Umwelt für Europa"

Beschlussfassung